

Paris, le 28 novembre 2017

Monsieur Emmanuel MACRON
Président de la République
Palais de l'Élysée
55 rue du Faubourg-Saint-Honoré

75008 PARIS

N. Réf. : MHF/HdR/EB/243.2017

Monsieur le Président de la République,

Nous avons participé à la réunion de lancement solennel de la grande cause du quinquennat, la lutte pour l'égalité entre les femmes et les hommes et pour l'élimination des violences à l'encontre des femmes. Vous avez eu des mots très justes, soulignant la responsabilité, et la honte d'une société qui ne réagirait pas devant ces violences, une société inégalitaire de domination masculine. Vous avez mis l'accent avec force sur votre volonté de changer les mentalités, par l'éducation, la formation, l'aide aux victimes et la répression des auteurs.

Mais vous n'avez pas mentionné l'une des violences sexuelles qui structure la société patriarcale : la possibilité pour les hommes d'acheter l'usage du corps d'autres êtres humains, majoritairement des femmes.

Pourtant la France peut être fière d'avoir adopté, le 13 avril 2016, une loi de lutte contre le système prostitutionnel et pour l'accompagnement des personnes prostituées. Cette loi représente un changement de regard de la société, pose l'interdiction de l'achat d'un acte sexuel et la nécessité d'accompagner les victimes.

Vous avez demandé une minute de silence pour les 123 femmes tuées par leur compagnon ou conjoint en France et nous étions à vos côtés dans cette reconnaissance solennelle empreinte de respect qui leur était due.

Mais qu'en est-il de ces dizaines de milliers de femmes vivant des violences quotidiennes, qui réduisent en moyenne leur espérance de vie de dix ou vingt années, de ces femmes « trafiquées », mises en esclavage par des réseaux mafieux pour répondre à la « demande » de nos concitoyens, de ces jeunes filles françaises, de plus en plus nombreuses, « trafiquées » dans nos villes car elles représentent une source de revenu plus stable et moins dangereuse que les stupéfiants ?

Nous vous demandons, Monsieur le Président, d'affirmer votre volonté de mettre en place dans toutes ses dimensions, la loi du 13 avril 2016. Le budget affecté aux mesures d'accompagnement des personnes en situation de prostitution a baissé : il est passé de la somme déjà insuffisante de 6.7M d'euros à 5M d'euros !

Françoise Héritier disait : « Si les femmes se vendent, c'est qu'il y a des hommes pour les acheter ». La prostitution est bien l'une des violences fondamentales faites aux femmes puisqu'au moment des passes leur humanité n'existe plus, leur corps acheté étant seul présent pour la jouissance d'un homme. Comment peut se construire une quelconque égalité entre les femmes et les hommes tant que les jeunes Français penseront qu'il est possible d'acheter l'usage du corps des femmes, tant qu'il subsistera une catégorie de femmes assignées à cette place ?

Nous vous demandons, Monsieur le Président de la République, un signe fort de votre engagement à faire disparaître cette violence à l'encontre des femmes.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président de la République, l'assurance de notre haute considération.



Hélène de RUGY
Déléguée Générale



Dre Marie-Hélène FRANJOU
Présidente de l'Association